

9 février 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Gerhard Schröder, Chancelier d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes, l'Agenda 2000 et la situation au Kosovo, Marlenheim le 9 février 1999.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, qu'est-ce qu'il faut renforcer dans les relations franco-allemandes ?

LE PRESIDENT - Il ne faut d'abord jamais oublier que la relation franco-allemande est le moteur depuis très longtemps, et pour très longtemps, de la cohésion et de la construction européenne. Alors, de quoi allons-nous parler ? Nous allons parler d'abord de l'impulsion permanente qu'il faut donner à la relation germano-française. Nous allons parler de l'impulsion qu'il faut donner à l'Europe, notamment au moment où l'Allemagne assume des responsabilités considérables, celles de la Présidence. Et nous allons naturellement parler des grands problèmes internationaux.

QUESTION ¿ Monsieur le Chancelier, comment allez vous annoncer à M. Jacques Chirac, votre partenaire français, que l'Allemagne n'est plus en mesure de contribuer autant qu'auparavant en ce qui concerne la construction de l'Europe ?

LE CHANCELIER ¿ Le Président français est un homme exceptionnellement "fair", et il sait que l'Allemagne a le droit à plus de justice. Nous savons que nous n'y arriverons pas en un clin d'œil. Mais je ne peux que confirmer ce que le Président a dit : nous devons maintenant mettre en place l'Agenda 2000, et cela ne pourra seulement se réaliser que si l'Allemagne et la France font avancer ce projet, c'est ce que nous voulons, c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui pour le faire progresser. Cela ne va pas à l'encontre de quiconque en Europe, ni de quelque autre pays-membre, c'est pour l'Europe et on y réussira.

QUESTION ¿ Est-ce que vous êtes d'accord sur le problème du Kosovo ?

LE PRESIDENT ¿ Nous avons sur la quasi-totalité des problèmes internationaux la même approche, la même vision et les mêmes objectifs. C'est vrai pour le Kosovo où nous agissons ensemble pour la paix.

LE CHANCELIER ¿ J'aimerais ajouter que c'est comme cela. Nous sommes complètement d'accord sur cette question, et cette entente entre l'Allemagne et la France contribuera ¿ nous en sommes certains- à ce que la pression soit maintenue pour arriver à un accord des parties en conflit.